

Assemblée unique : Olivier Serva tacle Ary Chalus

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

12 octobre 2018

Oui franc du GUSR, oui mais... du PS, non du Modem et de Max Mathiasin. Le refus le plus cinglant à l'Assemblée unique proposée par Ary Chalus est venu d'Olivier Serva.

On aurait avancé plus vite si on avait eu une seule collectivité (...). Nous n'aurions pas eu ce problème de l'eau. Nous aurions demandé des habilitations ". Ary Chalus président de Région a relancé sur Guadeloupe 1ère, samedi 6 octobre, le débat institutionnel en Guadeloupe. Guy Losbar 1er vice-président du conseil régional, maire de Petit-Bourg et président de Guadeloupe unie solidaire et responsable (GUSR) lui a emboîté le pas. Jacques Bangou a rappelé que le PPDG est sur la même longueur d'onde. Sonia Pétro, présidente des Républicains Guadeloupe s'est montrée mitigée. Elle n'est pas sûre que la solution aux problèmes de la Guadeloupe soit dans l'adoption d'une Assemblée unique. Le Parti socialiste se dit ouvert. Sauf qu'il considère que si nouvelle organisation institutionnelle il y a, elle doit sauvegarder les principes démocratiques et être au service d'un projet. Louis Dessout président du Modem Guadeloupe, joint au téléphone lundi 8 octobre, rejette le principe de l'Assemblée unique. Il raisonne en termes budgétaire et financier. " Lorsqu'au lieu de deux dotations nous n'aurons plus qu'une, nous serons confrontés à un problème financier plus grave que celui de la Martinique ". Louis Dessout rappelle que la dotation est fonction du nombre d'habitants. Pèp la ja di non " Avec une seule collectivité nous aurons droit à une seule dotation pour 400 000 habitants ", poursuit Louis Dessout. Selon le président du Modem, le personnel territorial bénéficie des 40 % de sur-salaire en Guadeloupe. Ce qui n'est pas le cas en Martinique. Un handicap supplémentaire selon lui. Max Mathiasin estime que si le président de Région va au bout de son idée, il signe sa mort politique. Le député de la troisième circonscription est vent debout contre tout désengagement de l'État.

“ Ce n'est pas au moment où la quasi-totalité des collectivités est au rouge, que l'État rogne sur tout ce qu'il peut, que nous allons ajouter aux difficultés des Guadeloupéens ” s'insurge le député. Olivier Serva qui n'a pas toujours été sur la même longueur d'onde que Max Mathiasin ces temps derniers, le rejoint sur cette position. Avec d'autres arguments, il a taclé Ary Chalus. ” Nous n'avons pas été élus en 2015 sur ce programme. Pèp la ja di non ”, a-t-il déclaré en substance sur Guadeloupe 1ère radio.

LA MAJORITÉ RÉGIONALE S'EFFRITE

Quelque chose ne tourne pas rond dans la majorité régionale. Guy Losbar joue la carte GUSR, et veut placer Georges Brédent sur la liste d'En marche. Ary Chalus soutient Penchard. La réunion du samedi 6 octobre de la majorité régionale, devait harmoniser les positions. Elle arrive alors que le choix des deux ténors est déjà dans la presse. Pire la tentative de concertation a généré des aigreurs au sein de la majorité (voir encadré ci-dessus). Dans le duel auquel se livrent le président et le premier vice-président de la Région, s'est intercalé Olivier Serva. Le député de la 1re circonscription s'est prononcé contre l'Assemblée unique. Il fait coup double. Il s'oppose à la fois à Chalus et à Losbar. Les ambitions se profilent à l'horizon. À Serva et Chalus, il faut ajouter Max Mathiasin. Il était dans l'attelage aux élections régionales. Il a rompu les amarres lors des dernières législatives. Le bloc anti-Lurel semble n'avoir pas résisté au temps et aux appétits de chacun. Qu'en restera-t-il à l'heure des prochaines échéances régionales ? Difficile à dire. Ce qui est sûr, c'est que la coalition s'effrite. Or, il est plus facile de gagner en rangs serrés qu'en forces éparpillées. Reste Marie-Luce Penchard, autre figure de la majorité. Elle est encore solidement amarrée au socle Chalus. Mais peut-elle faire autrement ?

LA COLLECTIVITÉ UNIQUE : UNE NÉCESSITÉ OU UNE DIVERSION

“ On le voit en Martinique et en Guyane, le fait d'avoir une collectivité unique n'a jamais changé quelque chose à la vie des gens. C'est un faux débat ”, a assuré la députée socialiste Hélène Vainqueur-Christophe au Courrier de Guadeloupe, le 10 octobre, à la sortie des questions au gouvernement. ” Il y a déjà eu un référendum en 2003, il faudrait donc, de toute façon, un nouveau référendum ”, souligne la députée. Une réponse à

Ary Chalus, président de la Région Guadeloupe qui, lors de la rentrée d'En Marche, le 6 octobre, a relancé ce débat institutionnel en se disant favorable à une évolution vers une collectivité unique, plutôt qu'au régime actuel où cohabitent deux institutions, Région Département. " Il faut savoir que les élus de Martinique et de Guyane voulaient aller jusqu'à l'autonomie de l'article 74 de la Constitution, et que les populations n'ont pas suivi ", ajoute la députée. " Nous, nous sommes pour rester dans l'article 73, avec plus d'autonomie. C'est ce que nous avons proposé sur la réforme institutionnelle ", rappelle cette proche de Victorin Lurel.

Querelles politiques

Député du Modem membre de la majorité présidentielle, Max Mathiasin est également réticent : " Je trouve pour le moins bizarre que cette question apparaisse maintenant, juste après la visite du président de la République. Nous n'avons pas mandat pour remettre en cause les statuts. L'Assemblée régionale n'a pas été élue sur ce programme, et l'organisation institutionnelle de la Guadeloupe est un sujet important, sur lequel les Guadeloupéens ont déjà été consultés en 2003 ", a-t-il dit au Courrier de Guadeloupe au sortir de la commission des finances. C'est pour lui une question de priorité à l'agenda : " L'heure n'est pas à interroger à nouveau les Guadeloupéens sur leur avenir institutionnel. L'heure devrait être à réunir les énergies pour résoudre les grands problèmes ! ". C'est aussi une stratégie personnelle : " Réouvrir ce débat raviverait les passions et nous ferait perdre de précieuses années en querelles politiques sans conséquences directes sur la vie de nos concitoyens ". Le député Olivier Serva, a pour sa part estimé qu'il y avait d'autres urgences.